

Activité: Mobiliser les différentes parties prenantes autour d'une approche commune contre le discours de haine dans les médias grand public et les réseaux sociaux au Cameroun

NOTE CONCEPTUELLE

Projet	Atelier de réflexion pour la mise en place d'un Observatoire pluri-acteurs dédié à la lutte contre les discours de haine dans les médias et réseaux sociaux au Cameroun
Initiateur	Délégation de l'Union Européenne au Cameroun
Financement	Délégation de l'Union Européenne au Cameroun
Mise en œuvre	Civic Watch
Date et Heure	9 janvier 2024 de 16h à 18h30
Lieu	Hotel Djeuga Palace - Yaounde
Nombre de participants	20
Groupe cible	<ul style="list-style-type: none"> • Associations des médias • La société civile; les académiciens • Autorités publiques au Cameroun

I. Contexte & Justification

Le Cameroun est un pays multiculturel et multilingue qui compte plus de 250 groupes ethniques et deux langues officielles : l'anglais et le français. Le pays est confronté à divers défis liés à la cohésion sociale, à l'unité nationale et à la paix, en particulier depuis l'éclatement de la crise anglophone en 2016 et la montée de l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-Nord. La crise post-électorale de 2018 a été stimulée par des sous-entendus tribaux qui ont alimenté les tensions dans le pays, à la fois en ligne et hors ligne, avec un pseudo clivage ethnique et politique et l'émergence d'une rhétorique *Tontinard/Sardinard*. Ces défis ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19 et ses impacts socio-économiques. L'un des facteurs qui contribuent à ces défis est le discours de haine, qui est défini par les Nations unies comme « *toute forme de communication par la parole, l'écrit ou le gestuel, qui attaque ou utilise un langage péjoratif ou discriminatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe sur la base de ce qu'ils sont, en d'autres termes, sur la base de leur religion, ethnicité, nationalité, race, couleur, ascendance, sexe ou autre facteur d'identité* ». Le discours de haine incite à la violence, à la discrimination et à l'hostilité à l'égard d'individus ou de groupes, compromet l'harmonie sociale et menace les valeurs démocratiques.

Au Cameroun, des discours de haine ont été observés à la fois en ligne et hors ligne, en particulier pendant les périodes électorales, dans le discours social et en relation avec la crise anglophone. Parmi les exemples de discours de haine en ligne et hors ligne, on peut citer les termes péjoratifs utilisés pour désigner différents groupes ethniques ou régions (tels que "Anglofou", "Francofufu", "Biafra", "Beti mafia", "Anglophone a Gauche", "Kaado", "Wari Wari", "Mouton", etc.) des insultes à l'encontre d'opposants politiques ou d'autorités publiques (telles que "dictateur", "voleur", "marionnette", "Tontinard/Sardinard"), des appels à la violence (tels que "tuez-les tous"), des informations fausses ou trompeuses qui stigmatisent certaines communautés (en les accusant par exemple de propager la corruption ou de soutenir le terrorisme).

Le Cameroun a connu une augmentation constante du nombre de discours de haine au cours des dernières années. Un conflit séparatiste armé, qui est entré dans sa septième année et qui secoue les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, a été alimenté par des discours de division et des attaques tribales, qui ont parfois entraîné des pertes de vies humaines. Progressivement, ces pratiques s'insinuent dans le discours public à travers les échanges quotidiens dans les médias grand public, les médias sociaux et les communautés, avec un effet d'entraînement direct sur les valeurs nationales telles que la cohésion sociale et l'intégration nationale. Dans ce contexte fragile, des médias indépendants et dans ce contexte fragile, des médias indépendants et professionnels qui n'exacerbent pas les tensions politiques et sociales sont essentiels pour contribuer à l'instauration d'une paix et d'une réconciliation durables au **niveau national, mais plus spécifiquement encore au niveau local et**

communautaire. La connaissance de l'utilisation des réseaux sociaux est essentielle pour atteindre et promouvoir les valeurs démocratiques à l'ère du journalisme citoyen. Cela nécessite une synergie d'actions entre les organisations de médias, les plateformes de médias sociaux, les agences de régulation, le monde universitaire, les partenaires techniques nationaux et internationaux et les organisations de la société civile.

II. Notre Réponse

Face à ces défis complexes et en constante évolution, Civic Watch à travers l'initiative #defyhatenow propose une réponse qui combine un atelier multipartite d'une journée qui vise à créer une structure d'alerte précoce et de réponse précoce (EWER) au Cameroun qui rendra compte de l'état du discours de haine au Cameroun mais aussi cartographiera les nouvelles tendances et proposera des solutions pour freiner la montée de la haine hors ligne et en ligne. Cette réponse aura pour objectif final d'être complétée par un contenu visant à sensibiliser et à éduquer les gens sur les dangers du discours de haine. Cette approche, qui sera large et impliquera une pléthore d'acteurs de l'espace civique, des médias, des OSC et de l'État, fournira un EWER mensuel sur le discours de haine. Civic Watch offre un portail unique de pertinence et d'importance dans la recherche de solutions aux situations de conflit liées au discours de haine en promouvant la cohésion sociale et la croissance au niveau local. Depuis 2018, cet objectif a été atteint grâce à la mise en œuvre d'une approche ascendante engageant les praticiens des médias et les dirigeants communautaires par le biais du processus Éduquer, Responsabiliser et Agir. Au-delà de l'organisation d'une réflexion avec différentes parties prenantes des différentes communautés visant à établir une feuille de route pour suivre et signaler les discours de haine à la fois en ligne et hors ligne, nous ferons bon usage des avancées technologiques pour rendre ce concept opérationnel. En appliquant une approche ascendante à la résolution des problèmes, Civic Watch vise, par le biais de ce projet, à développer une stratégie multipartite et inclusive pour la paix. Les activités prévues visent à instaurer la confiance entre les différentes communautés, à favoriser la compréhension des différentes connotations péjoratives et à développer une approche holistique contre le discours de haine, rivalisant ainsi avec la tolérance. Les discussions et les réflexions produiront également des données permettant d'améliorer la connaissance des principaux moteurs du discours de haine et des réponses apportées par les communautés à ce discours.

III. Objectifs

Objectif global:

Créer une plateforme pour les professionnels des médias, les acteurs de la construction de la paix et les parties prenantes afin de développer une approche commune contre les discours de haine dans les médias et sur les médias sociaux au Cameroun.

Objectifs spécifiques :

- Engager les professionnels des médias dans une discussion ouverte sur la propagation du discours de haine et ses dangers pour la société ;
- Échanger des idées et des perspectives sur les formes existantes de discours de haine, leur manifestation au sein des communautés et les formes émergentes ;
- Réfléchir à des stratégies innovantes pour freiner leur propagation et éduquer les masses sur les dangers qu'ils représentent pour la société ;
- Identifier les mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide (EWER) au sein des communautés qui peuvent être mis à profit pour favoriser la cohésion sociale et une paix durable au Cameroun.
- Définir et adopter une approche multipartite pour lutter contre les discours de haine et la violence qui en résulte dans la société ;
- Favoriser les actions collectives visant à promouvoir les bonnes pratiques parmi les acteurs étatiques et privés, les partenaires internationaux et les amoureux de la paix.
- Mettre en place un groupe de travail chargé de surveiller et de signaler les discours de haine, qui sera géré par Civic Watch et la DUE au Cameroun.

IV. Méthodologie

En prélude à un atelier national sur la mise en place d'un observatoire multipartite dédié à la lutte contre les discours de haine dans les médias et les médias sociaux au Cameroun ; Civic Watch organise un groupe de discussion stratégique d'une journée avec certaines parties prenantes concernées. La session est prévue pour **Mardi le 9 janvier 2024 de 16h à 18h30** à l'hôtel **Djeuga Palace Yaoundé**. La réunion sera une discussion facilitée où les participants devront partager leurs idées sur plusieurs sujets parmi lesquels :

- Discours de haine: définition et cadre conceptuel
- Discours de haine : Origines sociales, formes émergentes et conséquences
- Discours de haine et violence dans les médias grand public et sociaux au Cameroun
- Discours de haine et élections au Cameroun
- Du discours de haine à la violence verbale et à la stigmatisation sociale
- Soutenir les initiatives locales de consolidation de la paix pour un plus grand impact
- Adopter une approche durable pour contrer le discours de haine au Cameroun...

V. Bénéficiaires

Le projet s'adresse aux participants de l'espace médiatique en ligne et hors ligne, ainsi qu'à un groupe d'experts issus d'institutions publiques, d'organisations non gouvernementales nationales et internationales, de missions diplomatiques, d'associations de médias et d'amoureux de la paix.

★ Directes

- Professionnels des médias et associations (UPF, SNJC, CAMASSEJ, CCMN CAMP...)
- Institutions étatiques (MINCOMC, MINJEC/CNJC, NCC, NCPBM...)
- Organisations non gouvernementales nationales et internationales
- Instituts d'enseignement supérieur et groupes de réflexion
- Groupes tribaux, confessionnels et socioculturels
- Organisations de jeunes et de femmes pour la construction de la paix

★ Indirectes

- Audience des médias
- Responsables politiques et décideurs
- Le grand public
- La communauté internationale

VI. Résultats Attendus

- Création d'un groupe de travail conjoint multipartite chargé de surveiller, de signaler et de prendre des mesures contre les discours haineux au Cameroun.
- Sensibilisation accrue à l'importance de lutter contre le discours de haine et de réduire ses effets néfastes sur les individus et la société ;
- Un engagement/une approche plus significatif(e) de la lutte contre le discours de haine;
- Une meilleure compréhension des forces qui alimentent le discours de haine et des solutions communautaires que les acteurs et les décideurs politiques peuvent envisager;
- L'engagement des médias dans la lutte contre le discours de haine grâce à un contenu pertinent sur les thèmes du projet ;
- Renforcement du professionnalisme des médias et acquisition par les citoyens de compétences médiatiques ;
- Des spectateurs transformés en artisans de la paix au sein de la communauté grâce à des systèmes de suivi et de compte-rendu.